ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Sellal candidat du compromis ?

Le décret présidentiel de convocation du corps électoral sera promulgué, a déclaré Tayeb Belaïz, la première quinzaine du mois de janvier, soit comme le stipule la loi organique du régime électoral, trois mois avant la date des élections arrêtées pour avril 2014. L'on est bien dans les délais impartis, même si la question de savoir quels sont tous les postulants au scrutin présidentiel n'a pas pour l'heure de réponse. Mais, d'ores et déjà, deux éléments semblent dominer les analyses produites ici et là : Bouteflika ne briguera pas un quatrième mandat et tout porte à croire qu'une entente en très haut lieu, entre civils et militaires, porterait sur la candidature du chef du gouvernement, Abdelmalek Sellal. Dans cette hypothèse, récurrente ces derniers jours, la scène politique va connaître des chamboulements contraints, objectifs, eu égard au poste occupé par le nouveau candidat potentiel et des bouleversements sans pareils au sein de la classe politique — partis, associations, comités de soutien… Des abandons et des retournements de vestes, il va y en avoir.

Khedidja Baba Ahmed

Les efforts des partisans du 4e mandat étaient colossaux. Dans son entourage immédiat, familial ou autre, comme chez les éternels partisans du soutien à celui qui a «amené la stabilité au pays», des trésors d'imagination, sans intelligence cependant, ont été développés pour faire croire que le président est encore en mesure de rempiler pour un 4e mandat. Peine perdue, la persistance de la maladie a eu raison de la somme de maquillages et de mises en scène, ce qui a fini par convaincre un grand nombre de citoyens que le traitement qu'on infligeait au grand malade était indigne. Si dans une première phase, celle jalonnant les périples sans fin de Sellal dans les différentes wilayas, le discours se faisait bilan ô combien positif du président sauveur suggérant même que seul Bouteflika est en mesure de conduire le pays dans un contexte international aussi perturbé, dans les derniers déplacements du Premier ministre ces discours ont pris une tonalité d'hommage à un président partant mais qui a «tout donné» au pays. Il a tout donné, il faut maintenant le remercier. Ce discours, même s'il n'est pas aussi explicite, en avait en tout cas la tonalité.

Si l'hypothèse de Sellal, candidat à la présidentielle, devenait certitude avec une annonce officielle, certaines conditions devront être réunies dont la plus importante est celle relative à son actuel statut. Les dispositions électorales font qu'il revient au Premier ministre de présider la commission nationale de l'organisation des élections. Cette disposition est-elle compatible avec sa candidature ? Dans la négative, devra-il alors démissionner de son poste de chef de gouvernement ? Dans ce cas de figure, qui le remplacera et qui conduira les affaires du pays, sachant que Sellal, depuis l'hospitalisation de Bouteflika au Val-de-Grâce, assure ses fonctions mais celles aussi du président qui est totalement absent depuis des mois.

Va-t-on vers le remplacement de Sellal à la chefferie du gouvernement ou vers un artifice juridique qui parerait à cette incompatibilité ? Pour que la candidature de Sellal soit officielle, il faudrait que Bouteflika annonce officiellement qu'il ne brigue plus de mandat.

Quand le fera-t-il, sachant qu'il continue à vouloir entretenir le mystère jusqu'au bout, pour éviter qu'un autre candidat que celui sur lequel il s'est entendu, n'apparaisse ? S'il y a eu accord, il faut le souligner, il n'a pu se faire que sur le fait que le Président s'est assuré que son retrait ne donne pas l'occasion de le juger sur sa gouvernance de 14 années et sur des assurances d'immunité pour ses proches et de mise au chapitre des pertes et profits tous les manquements à la gestion saine des affaires.

Pour ce dernier aspect, il paraît pour le moins difficile et hasardeux de tenir ce type d'engagements, certaines affaires, comme le scandale Khelil, par exemple et ce n'est pas le seul, n'étant plus circonscrites au seul environnement national. La perspective d'une candidature Sellal proposée par le régime en place entraînerait par ailleurs des bouleversements au sein de la classe politique et chamboulerait notablement la donne. Que feront les candidats jusque-là déclarés – Ahmed Benbitour, Soufiane Djillali, Ali Benouari, Yasmina Khadra, Rachid Nekkaz, Kamel Benkoussa ? Renoncements ? Ralliements ? Ou tout simplement persistance dans les candidatures ? Pour certains –notamment ceux de l'émigration, Yasmina Khadra compris, il n'est pas sûr qu'ils obtiennent le nombre de signatures requis pour être officiellement admis à la candidature. Benbitour, le premier à rendre publique sa candidature, maintiendra très certainement son offre tout comme Soufiane Djillali, alors qu'ils savent tous les deux que Sellal, candidat du compromis, a toutes les chances de son côté, l'administration lui étant acquise et pas seulement d'aujourd'hui.

Quant à ceux qui ne se sont pas encore prononcés mais dont les comités de soutien très nombreux activent sans relâche, attendront-ils que Sellal se prononce ou devanceront-ils sa déclaration ? Depuis quelques semaines la candidature de Mouloud Hamrouche semble de moins en moins sûre. Quant à Ali Benflis, il devrait officialiser sa candidature tout juste après la convocation du corps électoral. Dans le cas de la mise en œuvre d'une option Sellal, le perdant des élections de 2004 sait sans aucun doute, qu'avec une candidature de compromis comme celle de l'actuel Premier ministre, les dés sont aussi pipés qu'avec Bouteflika candidat.

Toute la question est de savoir s'il se sent suffisamment fort pour se mesurer malgré tout à Sellal, dans un duel qu'il voudra loyal. Le sera-t-il ? Lorsque l'on évoque un arrangement, un consensus sur un nom, l'on est en droit d'en douter. En tout cas, la deuxième quinzaine de janvier réservera bien des surprises dont la plus réjouissante est le comportement de l'agité du bocal, Amar Saâdani. Vers quels cieux se tournera-t-il encore pour faire entendre sa voix et ce sera la voix de qui ?

K. B.-A.

ABDELMALEK SELLAL À PROPOS DES PRÉSIDENTIELLES :

«Le Président Bouteflika et son gouvernement sont sereins»

De notre envoyé spécial à Mascara, Kamel Amarni

Abdelmalek Sellal reprend son périple à l'intérieur du pays à partir de la wilaya de Mascara qu'il visitait hier mardi. Avec, toujours, le même style et le même discours. La fameuse rencontre avec les «représentants de la société civile» en est la parfaite illustration. C'est donc le président de l'APW qui ouvre le bal. Au nom de «l'ensemble des citoyens de la wilaya de Mascara, nous affirmons ne jamais trahir notre serment à ce grand homme, son excellence le Président Abdelaziz Bouteflika (…) que nous soutenons pour un 4e mandat» !

Le plus extraordinaire dans l'histoire est que ledit P/APW ne dira rien d'autre. Il est clair qu'il s'agit bel et bien d'une instruction faite à l'ensemble des présidents d'APW que visite le Premier ministre ces derniers mois.

De même qu'aux walis, ici en l'occurrence celui de Mascara, de faire le bilan «des réalisations» dans tous les secteurs depuis …1999 ! Ce n'est qu'après cela que Sellal prend le relais. A Mascara, il évoquera les prochaines présidentielles avec, comme toujours, en insistant sur la «stabilité» et la «continuité». Il dira, à la fin de son intervention : «Nous nous dirigeons vers les présidentielles, et le corps électoral sera convoqué la semaine prochaine.

Et nous allons aborder ce rendez-vous la tête haute, et cela grâce au travail réalisé ces dernières années. Nous souhaitons qu'elles se déroulent dans le calme. Car, qu'on le veuille ou non, nous avons un avenir radieux.» Inévitablement, Sellal revient sur la «stabilité».

Puis, il enchaîne : «Durant les années précédentes, nous nous sommes attelés à la réalisation des infrastructures de base. Aujourd'hui, au gouvernement, nous sommes sereins. Le Président Bouteflika, qui est notre chef, est serein.

Et nous sommes déterminés à poursuivre la construction des infrastructures de base et à pérenniser la justice et la paix sociale.» Le moins que l'on puisse dire est que, à trois mois des présidentielles, Sellal ne fait, là, que «réaffirmer» la détermination du pouvoir en place à y rester. Faisant appel à quelques chiffres qu'il dira «attestés par le FMI», il affirmera qu'en 2013, l'Algérie «a atteint un niveau appréciable au plan économique» avec un taux d'inflation qu'il situe à 3,4 % et un taux de chômage qui «pour la première fois dans l'histoire est descendu à moins de 10 %».

Tout cela, tenait-il à rappeler «grâce au travail accompli par le Président Bouteflika». Le Premier ministre dira encore «qu'aujourd'hui, l'Algérie est devenue une référence dans la région. (…) J'exhorte notre jeunesse en particulier à préserver ce précieux acquis qu'est la stabilité et la réconciliation nationale. Nous avons tous les moyens pour réaliser un vrai décollage sur le plan économique et la wilaya de Mascara en est le parfait exemple».

Sellal qui parle beaucoup de «l'avenir» ne manquera pas de prévenir : «Il nous faut poursuivre cette dynamique car il ne faut pas qu'il y ait une cassure.» Autrement dit, il ne faut pas que l'actuel personnel dirigeant l'Algérie change au mois d'avril prochain…

K. A.